



Jean-Daniel Rainhorn (dir.)

Haïti, réinventer l'avenir

Éditions de la Maison des sciences de l'homme

Les défis de la diaspora haïtienne de Suisse

Dominique Desmangles

DOI : 10.4000/books.editionsmsh.8375

Éditeur : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Éditions de l'Université d'État d'Haïti

Lieu d'édition : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Éditions de l'Université d'État d'Haïti

Année d'édition : 2012

Date de mise en ligne : 4 juillet 2017

Collection : Horizons américains

ISBN électronique : 9782735118595



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

DESMANGLES, Dominique. *Les défis de la diaspora haïtienne de Suisse* In : *Haïti, réinventer l'avenir* [en ligne]. Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2012 (généré le 06 mai 2019).

Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/editionsmsh/8375>>. ISBN : 9782735118595.

DOI : 10.4000/books.editionsmsh.8375.

Les défis de la diaspora haïtienne de Suisse¹

DOMINIQUE DESMANGLES

Diplômée de l'Institut universitaire d'études du développement à Genève, elle dispose d'une riche expérience administrative au sein de plusieurs ONG internationales dans le domaine du développement social. Sensibilisée à la problématique du racisme et de l'intégration, elle a animé divers ateliers et conférences. Très engagée dans la promotion de la culture d'Haïti en Suisse, elle a développé des compétences dans le management culturel et la mise en valeur du patrimoine et du tourisme. Elle a été distinguée par plusieurs prix.
choublack@yahoo.com

À la lumière du dynamisme d'une vingtaine d'associations haïtiennes présentes sur la scène communautaire et culturelle en Suisse, œuvrant avec des moyens restreints en Haïti, et à travers différentes actions initiées en réponse au tremblement de terre, cette contribution témoigne de la volonté de la diaspora haïtienne de Suisse de participer concrètement à la reconstruction, tout en reconnaissant ses limites, similaires, du reste, à celles des diasporas à travers le monde.

La diaspora haïtienne est présente pratiquement sur tout le territoire suisse selon une logique géographique dans les cantons francophones et avec une forte concentration dans les cantons de Genève, Vaud, Neuchâtel, Berne et Zurich. La communauté haïtienne de Genève plus particulièrement est composée de professionnels de santé, de techniciens, d'ouvriers, de juristes, d'enseignants, d'artistes, de diplomates, de fonctionnaires internationaux, d'entrepreneurs, d'employés et d'étudiants, et certains sont engagés dans la politique locale. À peine une vingtaine dans les années 1960, ils étaient, selon les statistiques nationales², près de trois cents sur le territoire genevois en 1998. Cet essor s'explique en partie par le recrutement d'infirmières haïtiennes dans les années 1980, sollicitées par les autorités suisses à la recherche d'une main-d'œuvre qualifiée afin de faire face au manque de personnel hospitalier, et par l'union mixte.

1. Les diasporas haïtiennes les plus importantes en nombre d'immigrés sont concentrées au Canada, aux États-Unis, en République dominicaine et en France.

2. Office fédéral de la statistique : <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/01/07/blank/data/01.html>.

Une coopération ancienne avec la Suisse

À sa manière, par son étiquette indélébile de pays le plus pauvre du monde, Haïti a également encouragé depuis près de trente ans l'élan humanitaire des Suisses, et de nombreux enfants orphelins ou abandonnés ont été adoptés au sein de familles suisses. Au 31 décembre 2009, le nombre d'Haïtiens en Suisse est estimé à environ 1 500 personnes parmi lesquelles 500 personnes au bénéfice d'un titre de séjour valable, 800 cas de naturalisations depuis 1981, 180 enfants adoptés depuis 1980, 37 fonctionnaires internationaux et plus ou moins une centaine sans statut légal. Ayant acquis leur statut définitif de résidents en Suisse et soucieux du bien-être de leur famille, certains Haïtiens ont créé leur association pour améliorer les conditions de vie de leurs compatriotes et pour conserver un lien étroit avec leur pays d'origine. D'autres se sont concentrés sur la promotion culturelle en Suisse afin de tenter de rééquilibrer l'image misérabiliste d'Haïti véhiculée dans les médias.

Avant le tremblement de terre du 12 janvier 2010, une cinquantaine d'associations et d'organisations non gouvernementales haïtiennes³ et suisses⁴ (créées selon le code civil suisse) étaient actives en Haïti dans tous les départements : nord-est (Fort-Liberté, Ouanaminthe), nord (Cap-Haïtien, Pignon), nord-ouest (Port-de-Paix), Artibonite (Gonaïves, Gros-Morne, Desarmes, Dessalines, Liancourt, Verrettes, Desdunes, Saint-Marc, La Chapelle), centre (Hinche, Maïssade, Belladère, Savanette), ouest (Port-au-Prince, Carrefour, Léogâne, Grand-Goâve, Petit-Goâve), sud-est (Jacmel, La Vallée-de-Jacmel), Nippes (Miragoâne, Barradères), Grand'Anse (Jérémie, Dame-Marie, Chardonnette), sud (Les Cayes, Port-Salut). Les associations créées par les migrants haïtiens fonctionnent sur la base du bénévolat, alors que les ONG gérées par des Suisses parviennent à dégager des salaires pour leur personnel en Suisse. La plupart des associations haïtiennes interviennent dans le domaine du développement rural en

3. Associations créées par un leader haïtien : Anmwe pou Ayiti, Association l'Avenir (soutien à l'École genevoise), Association Solidarité pluriculturelle genevoise Crik-Crak, Association de soutien à l'école Elie-le-Prophète, Association des Haïtiens et des amis d'Haïti de Suisse, Kinder in Not, Association Menicia, Association des parents et des professeurs d'écoles de Liancourt, Association Solidarité avec Haïti, Club haïtien de Suisse, Compagnie des femmes d'Haïti, ERA-Haïti, Groupe des amis d'Haïti, Haïti Cosmos, Haïti Culture, Nègès Lakay, Solid'Haïti, SOS Cris d'enfants, Tierra Incognita.

4. Associations suisses : Aide au développement agricole en Haïti, Aide et action, Aide Haïti, Aide suisse à l'enfance haïtienne, Association des amis de l'orphelinat de Manasse, Association pour l'accès à l'éducation et la formation, Association suisse des amis de sœur Emmanuelle, Association suisse des amis d'Haïti, Haïmitié Sud, Ingénieurs et architectes solidaires, Les Amis d'Haïti, Lumière pour Haïti, Fondation main dans la main.

ONG suisses : Action de Carême, Agence adventiste d'aide et de développement, Aide suisse à l'action communautaire en Haïti, Armée du Salut, Caritas, Coup de pouce Suisse-Haïti-éducation nord-ouest d'Haïti, Croix-Rouge suisse, EIRENE, Enfants du monde, Entraide protestante, Haïza, Handicap International, IAMANEH Suisse, Helvetas, Kombit, MEDAIR, Médecins du monde-Suisse, Médecins sans frontières-Suisse, Mission Bethléem, Missionnaires laïques, Mouvement pour la coopération internationale, Nouvelle Planète, Terre des Hommes Suisse-Genève, Terre des Hommes Lausanne.

proposant des techniques agricoles et d'élevage (poulailler, chèvrerie) innovantes ou en apportant une aide financière directe aux paysans afin qu'ils se procurent leurs outils de travail et les semences. La protection de l'environnement constitue un domaine prioritaire de leur engagement du fait de la situation alarmante de l'écosystème d'Haïti. Les acteurs de ces associations privilégient à la fois l'éducation et la sensibilisation et mettent également sur pied des actions de reboisement.

Les enfants prioritaires

La majorité des associations haïtiennes se préoccupent de l'éducation et de la formation en créant des écoles primaires, qui ne sont d'ailleurs pas toujours homologuées par les services de l'Éducation nationale, ou en apportant leur aide et leur expertise à des écoles rurales et communautaires. La plupart de ces écoles proposent une cantine scolaire, assurant un repas par jour aux élèves. Le renforcement des capacités des enseignants à travers la formation continue, l'alphabétisation des adultes, afin de favoriser l'émancipation des femmes et des hommes sont également des activités suivies depuis la Suisse. La problématique des enfants en domesticité ainsi que la promotion et la création d'activités génératrices de revenus ou l'aide à l'accès au microcrédit pour augmenter le pouvoir économique des bénéficiaires sont des champs d'actions qui reçoivent une attention particulière des ONG suisses. Celles-ci ainsi que les associations haïtiennes en Suisse interviennent aussi dans les domaines de l'amélioration de la santé par le biais de soutien à des centres de santé communautaires, la mise sur pied de programmes pour faire face au SIDA et aux défis liés à la malnutrition, à la santé mère-enfant et à l'accès à l'eau potable facilité par la construction de puits et les systèmes de purification de l'eau, de même que de programmes d'encouragement au changement de comportements et d'éducation à l'hygiène. Certaines structures exercent ainsi dans plusieurs secteurs simultanément – le développement rural, la santé et l'éducation –, d'autres se concentrent uniquement sur les droits des enfants. Le renforcement institutionnel, par l'amélioration des capacités des élus locaux pour une bonne gouvernance, constitue également un volet de développement soutenu depuis la Suisse.

Or, dans ce contexte d'implantation importante, l'on constate que certaines de ces structures haïtiennes et suisses travaillent en parallèle en Haïti et n'ont pratiquement aucun contact entre elles, ni en Suisse ni en Haïti. Ainsi, elles ne se concertent pas sur les domaines d'intérêts communs et n'établissent aucun échange, ni sur leurs activités ni sur leurs résultats, ralentissant l'efficacité de leurs interventions et l'impact sur les populations bénéficiaires. À la suite de l'élan de générosité international après le tremblement de terre, la Confédération suisse a contribué aux promesses de dons des gouvernements par le biais du département de la Coopération suisse à hauteur de 36 millions de francs suisses

répartis sur deux ans, et la Chaîne du bonheur⁵ a organisé une vaste journée nationale de solidarité le 21 janvier 2010 qui a recueilli près de 66 millions de francs de dons et de promesses de dons, une somme qui démontre la solidarité de la population suisse malgré la crise financière et économique. Ces fonds sont à la disposition des ONG suisses partenaires et membres de la Chaîne du bonheur ainsi que des ONG et associations membres de la Plate-forme Haïti de Suisse (PFHS)⁶ qui présenteront des projets répondant aux critères d'attribution. Aucune association haïtienne n'est membre ni de la Chaîne du bonheur ni de la PFHS. Elles sont par conséquent pratiquement exclues du financement suisse *via* ces deux organismes, sauf exception de parrainage.

Le séisme du 12 janvier

Au lendemain du tremblement de terre, la Coopération suisse, les associations et les ONG, de même que des individus, ont entrepris des actions immédiates qui relèvent de l'aide d'urgence et humanitaire – *i. e.* envoi de containers de matériel d'abris et sanitaire, de produits de première nécessité. Des Haïtiens se sont distingués en partant directement sur place pour aider à la distribution de nourriture. Des associations haïtiennes ont également sollicité directement la communauté haïtienne, leurs amis et leur milieu professionnel pour organiser des envois de containers hors de la zone de Port-au-Prince. Les premières actions ont également été tournées vers la création d'abris provisoires, le soutien psychosocial pour permettre l'évacuation du stress postséisme, stimuler la vitalité et la confiance en eux des blessés et des survivants – *i. e.* encadrement des enfants devenus orphelins, encouragement à l'expression de la douleur à travers des ateliers dans les camps de réfugiés, traitements spécifiques pour les enfants blessés.

Le soutien aux femmes et aux enfants considérés comme les populations les plus vulnérables – *i. e.* sensibilisation des jeunes filles au danger de violences sexuelles, protection des enfants face aux possibles enlèvements – a été une intervention également prioritaire, tandis que les démarches d'adoption ont été facilitées. On a pu prendre connaissance également de différents projets d'aide à la reconstruction durable – *i. e.* villages de containers, maisons en carton, en bambou, en bois, création de toilettes sèches, des projets actuellement en attente d'être validés par les décideurs. Un autre mouvement qui a été également observé est l'octroi d'aide financière directe à deux catégories de la

5. Organisme officiel suisse en charge des campagnes de levées de fonds en cas de catastrophe humanitaire et regroupant au total quelque trente organisations suisses d'entraide réparties dans tous les pays du monde. Voir leur site Internet : www.bonheur.ch

6. Structure créée en 1992 afin de fédérer l'effort solidaire suisse pour le développement d'Haïti. Voir leur site Internet : www.pfhs.ch

société, les artistes sinistrés et les paysans, certains donateurs préférant en effet les petits comités aux grosses ONG. Comme alternative au service militaire, certains jeunes ont choisi de s'engager dans le service civil au sein de structures sociales œuvrant en Haïti. À la suite de l'effondrement de l'école des infirmières à Port-au-Prince, des infirmières se sont également mobilisées pour lancer une formation en partenariat avec les écoles d'infirmières suisses, alors que certaines, dans un élan très remarqué, se sont rendues sur place de leur propre initiative et sur leur temps de congé pour prendre part aux secours. D'autres actions, plus intellectuelles, comme la diffusion d'un plaidoyer pour retenir les déplacés en province et créer les services de base en milieu rural ou encore pour faire prendre conscience de l'importance de la formation en gestion des risques et catastrophes, ont été initiées depuis la Suisse.

De multiples initiatives

Le tremblement de terre a aussi été à l'origine d'initiatives conçues sur la durée. On note la création d'un collectif issu des membres de la communauté haïtienne et dominicaine de Genève (Collectif Séisme Haïti Suisse) dont les objectifs sont d'abord de relayer les actions de solidarité organisées en Suisse, de tenir une permanence pour la recherche des disparus, d'informer sur les différentes procédures pour le regroupement familial, d'émettre différentes sollicitations auprès des opérateurs téléphoniques, d'intervenir pour un soutien envers les Haïtiens sans statut légal et de suivre les projets de reconstruction.

À travers l'élan généreux de solidarité, on notera également l'organisation, parfois douteuse, de concerts, de récitals, d'assemblées de prières, de messes, d'expositions de peinture, de journées littéraires, de projections de films, de conférences, ainsi que des collectes de livres ou encore la vente de tee-shirts spécialement conçus, etc., initiée par les différents acteurs *pour, en faveur de, au bénéfice de, au profit de*, et très rarement *avec* Haïti.

Pourtant, ces initiatives n'ont pas réellement ouvert une brèche d'opportunités pour l'accueil d'une Haïti créative, porteuse de vie, d'exemples ou de modèles en Suisse. La stratégie humanitaire stagne dans le mécanisme de l'aide et non pas dans la stimulation et la création de nouvelles opportunités pour les ressortissants sinistrés. De plus, ces mobilisations culturelles et artistiques en faveur des sinistrés ont créé un conflit d'intérêt et un malaise au sein de la communauté haïtienne de Suisse. En effet, nombre d'organiseurs de ces événements non seulement ont mal interprété l'absence des Haïtiens de Suisse dans leurs efforts envers Haïti, mais ils ont également, sans véritable empathie, sollicité leur participation artistique forcément gratuite pour des performances dans leurs manifestations. Ainsi, les Haïtiens de Suisse, se considérant eux-mêmes en difficulté dans la mesure où ils doivent faire face à de nouvelles

responsabilités financières pour soutenir leurs familles, ont décliné systématiquement les sollicitations et autres témoignages de solidarité.

Enfin, face aux lacunes et à la perte de repères pour la nouvelle génération et dans le but de contrebalancer la désinformation diffusée sur Haïti, des cours d'histoire d'Haïti pour les enfants nés en Suisse ont été proposés afin que ceux-ci soient instruits de leur patrimoine.

Une Charte pour la reconstruction issue de la société civile suisse a été rédigée pour garantir le respect et la souveraineté du peuple haïtien et susciter la vigilance par rapport aux choix des projets de reconstruction. La nécessité de créer des centres de formation professionnelle durables et performants pour préparer les jeunes adultes à des emplois à long terme dans tous les corps de métiers qui manquent gravement en Haïti, de même que l'évaluation des compétences haïtiennes de Suisse susceptibles d'être mises à disposition des ONG et du gouvernement suisses ou d'autres employeurs potentiels dans les défis de la reconstruction, sont autant d'initiatives qui démontrent l'engagement et la volonté des Haïtiens de Suisse d'être présents et actifs tout au long du processus de refondation et de reconstruction d'Haïti. Le tremblement de terre a aussi été le prétexte à la redynamisation d'associations caritatives en veilleuse ou même à la création de nouvelles associations⁷ au vu des besoins et des opportunités de travail.

Quelle place pour la diaspora haïtienne de Suisse ?

Dans la conjoncture de la reconstruction d'Haïti, la diaspora haïtienne de Suisse n'échappe pas aux difficultés inhérentes à sa position même de diaspora. En effet, elle reste vulnérable et manque de *leadership* car elle n'a pas su appréhender cette tragédie et dépasser son individualisme pour se réunir, se mobiliser, constituer une force et devenir un interlocuteur face aux autorités suisses. Les seuls interlocuteurs concernant Haïti sont la Plate-forme Haïti de Suisse ou des membres de la Chaîne du bonheur. L'autre grande difficulté identifiée par les acteurs associatifs haïtiens, c'est la capacité de rester mobilisés et vigilants face à l'affaiblissement général (énergie et intérêt) pour Haïti. Car ces acteurs ont déjà pu noter une certaine saturation et un découragement dans les initiatives et les projets en faveur d'Haïti à cause de la lenteur des procédures et des nombreux obstacles inhérents à une catastrophe d'une telle ampleur. Force est de constater également que la diaspora s'implique selon son bon vouloir, elle n'a en effet aucune obligation de s'investir dans le processus de reconstruction. À l'instar des autres diasporas, elle revendique la reconnaissance de la double nationalité et le droit de vote pour une réelle implication dans la vie locale, qui s'exprime également en termes de droits et de devoirs.

7. Association Haïti espoir suisse, Association Solidarité Fribourg-Haïti, Association Suisse-Haïti Carrefour, Good Will Family Haïti, SOS Haïti enfants, Yon Ti gout dlo pou Ayiti.

Longtemps absente de la sphère sociopolitique et décisionnelle d'Haïti et tenant compte de la vulnérabilité du contexte local, la diaspora se voit contrainte d'appivoiser sa méfiance envers le gouvernement haïtien afin de s'épanouir dans son nouveau rôle de partenaire. Elle réclame un interlocuteur étatique pour faciliter cette réhabilitation sociale, économique voire politique, afin que soit évaluée la réelle capacité d'absorption de son aide, qu'elle soit technique ou financière. Cela implique une volonté d'intégration participative de la diaspora qui cherche à faire émerger des partenariats, sortir des réflexes de l'assistanat et promouvoir des relations génératrices de revenus dans le domaine de la reconstruction en comptant sur une population jeune inactive et sur les artisans.

La diaspora vise légitimement le retour au pays pour y travailler ou y vivre sa retraite et réclame une attention particulière des autorités haïtiennes sur la sécurité et sur la diversité dans le recrutement, afin que la main-d'œuvre recherchée pour Haïti ne soit pas uniquement celle des cadres. En effet, l'apport des ouvriers non qualifiés et ayant une certaine expérience est à valoriser également. Un autre défi se situe au niveau de la mutation des transferts d'argent de subsistance en investissement durable qui respecte et préserve la volonté et l'indépendance décisionnelle des Haïtiens, pour leur redonner confiance en leur inventivité et leur ingénierie, surtout après cinquante ans d'échec de l'aide vers Haïti. Et ce, afin que toutes les actions qui peuvent améliorer la qualité de la vie de la population soient planifiées de manière coordonnée et transversale, avec au préalable un assainissement à tous les niveaux.

La diaspora haïtienne de Suisse n'est certes pas épargnée par cet égocentrisme propre à chaque être humain d'être convaincu d'avoir *la* solution pour Haïti et de pouvoir, avec une méthode *suisse* basée sur le savoir-faire, une longue tradition dans l'humanitaire et des intérêts soi-disant philanthropiques, sauver Haïti. Sur le terrain, on ne peut ignorer non plus un sentiment d'injustice voire de compétition inconsciente des associations haïtiennes et suisses entre elles.

Comment peuvent-elles collaborer sur le même territoire en ayant les mêmes préoccupations et les mêmes objectifs? Comment obtenir des fonds pour la réalisation de leurs propres projets? Quel salaire est payé sur le terrain pour le même travail par les différentes associations ou ONG sur place? Dans la perspective de collaboration avec des organismes suisses, comment concevoir une réelle volonté d'inclusion des Suisses d'origine haïtienne? À l'inverse, comment encourager les Haïtiens à intégrer ou à se faire enrôler dans les ONG qui ont accès au financement, et ne pas être uniquement des figurants, des Haïtiens alibis dans les comités de certaines ONG? Il est inconcevable de cautionner ici ce que l'on dénonce et désapprouve là-bas par rapport au fonctionnement des ONG.

De fait, la diaspora haïtienne de Suisse a besoin d'être plus visible, proactive et doit devenir un réel interlocuteur sur les sujets qui concernent Haïti afin de se réapproprier son image et sa dignité. Face à leurs lacunes en gestion et leur manque de professionnalisme, les associations haïtiennes gagneraient à se

constituer en un collectif pour une meilleure stratégie d'intervention et une crédibilité auprès des bailleurs et obtenir des financements. Signalons toutefois à cet égard les attitudes parfois soupçonneuses et insultantes envers les demandes déposées par les associations haïtiennes qui ne sont acceptées qu'à la condition de garanties de cautionnement ou de parrainage d'associations suisses. Par ailleurs, la qualité suisse est un acquis qu'il faut chercher à maintenir dans toute initiative sur le terrain, tout en s'adaptant inévitablement aux capacités et moyens locaux à disposition. À titre d'exemple, la diaspora pourrait contribuer à un fonds d'investissement pour la réalisation de projets, ou encore créer et financer des bourses pour la formation professionnelle.

Sur le plan des coûts et des ressources humaines et financières, la diaspora a également contribué aux containers de solidarité qui épuisent financièrement les associations qui ne sont pas subventionnées. De plus, les collaborations humanitaires exigées sur le temps de vacances entravent la contribution effective de la diaspora. À l'instar des autres communautés haïtiennes dans le monde, l'émigration haïtienne de Suisse ayant débuté dans les années 1980, ces personnes constituent désormais la catégorie des aînés. Ainsi, la population haïtienne de Suisse est vieillissante et la relève par la nouvelle génération doit forcément se projeter dans une vision sur vingt-cinq ans, pour autant qu'elle ait intégré un désir, par leur héritage, d'une Haïti moderne. Comment perçoivent-ils le pays de leurs parents? Ont-ils des ambitions ou des projets pour ce pays? Applaudissons en tout cas ces jeunes qui se sont engagés en Haïti de leur propre initiative pour servir dans le service civil, travailler dans des organisations internationales, réaliser un voyage d'étude et œuvrer dans l'aide humanitaire.

Conclusion

En définitive, la diaspora haïtienne dans son ensemble, motivée par son élan patriotique envers Haïti, mobilise toutes ses forces et les opportunités pour s'engager totalement et concrètement dans l'avenir d'Haïti. La vie tout d'abord qui, en dépit du nombre de morts, stimule toute première action. La culture ensuite, en passant par une valorisation et une réelle appréciation de la scène culturelle haïtienne, très compétitive, et le retour à des valeurs locales comme le *kombit*⁸ pour la reconstruction. Mais également l'appui sur un réseau francophone à travers le monde ainsi que le renouvellement de la confiance en la population d'Haïti et en ses propres ressources, sans compter la créativité et

8. Terme créole qui se réfère au rituel de l'agriculture traditionnelle où les paysans s'unissent dans un effort collectif pour le bien de toute la communauté. Ici, il se comprend comme un engagement collectif des Haïtiens de la diaspora et d'Haïti dans le processus de la reconstruction.

l'imagination locales, car il y a des compétences en Haïti. Enfin la décentralisation adaptée au contexte haïtien avec une répartition administrative pour permettre une autonomie des départements et des communes, voire créer un modèle d'une Haïti fédérale, en encourageant la recherche de partenariats public-privé. Telles sont les opportunités que la diaspora haïtienne de Suisse et d'ailleurs a le pouvoir de saisir.